

## **NOTE D'INFORMATION RELATIVE A L'OFFRE DE S.A.S MADVERTISE MEDIA AU TRAVERS DE LOOKANDFIN FINANCE**

Le présent document a été établi par **LOOKANDFIN FINANCE**, une société anonyme dont le siège social est établi allée de la Recherche, 12 à 1070 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0683.777.546 et inscrite à l'administration de la TVA sous le numéro BE 0683.777.546.

LOOKANDFIN FINANCE agit en qualité de véhicule de financement alternatif en vertu des articles 4, 7° et 28 de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding. A ce titre, LOOKANDFIN FINANCE sert d'intermédiaire entre les emprunteurs et les prêteurs.

La présente offre est émise par LOOKANDFIN FINANCE en vue de financer la société **S.A.S MADVERTISE MEDIA**, société de droit français, dont le siège social est établi en France, 56 Rue de Billancourt à 92100 Boulogne Billancourt inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro SIREN 512.815.218;

S.A.S MADVERTISE MEDIA cherche à emprunter un montant de 500.000 EUR afin de (1) financer des investissements technologiques à hauteur de 400.000 EUR et (2) financer son besoin en fonds de roulement à concurrence de 100.000 EUR.

Dans le présent document, LOOKANDFIN FINANCE agit donc en qualité d'émetteur d'instruments de placement pouvant être souscrits par les Candidats-Prêteurs.

Lorsqu'il sera fait référence à **S.A.S MADVERTISE MEDIA** ci-dessous, celle-ci sera alternativement dénommée « l'Emprunteur » ou « **S.A.S MADVERTISE MEDIA** ».

**LE PRÉSENT DOCUMENT N'EST PAS UN PROSPECTUS ET N'A PAS ÉTÉ VÉRIFIÉ OU APPROUVÉ PAR L'AUTORITÉ DES SERVICES ET MARCHÉS FINANCIERS (FSMA).**

**Le 2 Août 2018**

**AVERTISSEMENT : L'INVESTISSEUR COURT LE RISQUE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ATTENDU.**

### **Partie I - Principaux risques propres à l'émetteur et aux instruments de placement offerts, spécifiques à l'offre concernée**

1. En sa qualité de véhicule de financement alternatif, LOOKANDFIN FINANCE sert d'intermédiaire entre Prêteurs et Emprunteurs.

Pour chaque Offre, un compartiment est créé au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE en application de l'article 28, § 1<sup>er</sup>, 5° de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du *crowdfunding*.

Les créances et dettes issues d'une Offre sont logées dans un compartiment spécifique au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE et font l'objet d'un traitement comptable distinct, la comptabilité de LOOKANDFIN FINANCE étant tenue par compartiment.

Ceci signifie que les créances détenues par LOOKANDFIN FINANCE contre un Emprunteur logées au sein d'un compartiment spécifique seront exclusivement affectées au remboursement des Prêteurs correspondants, à savoir les Prêteurs qui ont prêté dans le cadre de la Levée de fonds destinée à financer l'Emprunteur en question.

2. Par ailleurs, le remboursement des Prêteurs par LOOKANDFIN FINANCE implique au préalable que cette dernière ait été remboursée par l'Emprunteur qui a été financé par les Prêteurs.

En d'autres termes, l'obligation dans le chef de LOOKANDFIN FINANCE de rembourser, lors de leurs différentes échéances mensuelles, les Contrats de prêt aux Prêteurs ayant souscrit à une Levée de fonds, est affectée d'une condition suspensive.

Cette condition consiste dans le remboursement préalable par l'Emprunteur à LOOKANDFIN FINANCE de son propre prêt lors de ses échéances mensuelles correspondantes. L'Emprunteur dont il est ici question est celui qui a été financé par les Prêteurs et désigné par eux dans le cadre de la Levée de fonds à laquelle ils ont souscrit.

Par conséquent, tant que la condition suspensive précitée n'est pas réalisée, l'obligation de rembourser le Contrat de prêt au Prêteur est suspendue dans le chef de LOOKANDFIN FINANCE.

Pour plus de détails à ce sujet, il est renvoyé aux articles 3.8 à 3.17 des Conditions Générales d'Utilisation de LOOKANDFIN.

3. Il résulte de ce qui précède que les Prêteurs qui subiraient un défaut de paiement en raison de la défaillance d'un Emprunteur ne pourront faire valoir leur propre créance qu'à l'égard des créances que LOOKANDFIN FINANCE détient à l'égard du même Emprunteur et qui sont logées dans le compartiment *ad hoc* au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE.

A l'inverse, les Prêteurs qui subiraient un défaut de paiement en raison de la défaillance d'un Emprunteur ne pourront pas faire valoir leur créance à l'égard des actifs de LOOKANDFIN FINANCE se rapportant à d'autres Offres et d'autres Emprunteurs.

Ce compartimentage est donc assurément un élément qui atténue et neutralise le risque de perte dans le chef des Prêteurs en cas de défaut de paiement d'Emprunteurs ayant été financés par des Offres logées dans d'autres compartiments.

4. En définitive, le risque que court le Prêteur est le risque d'insolvabilité qui, par hypothèse, viendrait frapper la société S.A.S MADVERTISE MEDIA que le Prêteur a financée par l'intermédiaire de LOOKANDFIN FINANCE.

En effet, si la société S.A.S MADVERTISE MEDIA devenait insolvable et incapable de rembourser le prêt à LOOKANDFIN FINANCE, celle-ci serait contractuellement déliée de sa propre obligation de remboursement à l'égard des Prêteurs ayant souscrit à l'Offre en question.

Lors du processus d'examen du dossier ayant abouti à la sélection de S.A.S MADVERTISE MEDIA, la plateforme de financement alternatif LOOKANDFIN a déterminé que ce risque est peu élevé, compte tenu des perspectives de développement et de croissance de la société

S.A.S MADVERTISE MEDIA, raison pour laquelle LOOKANDFIN l'a sélectionnée en lui attribuant une classe de risque C.

## **Partie II – Informations concernant l'émetteur des instruments de placement**

### **A. Identité de l'émetteur**

#### **1° Dénomination de l'émetteur, siège social, forme juridique, numéro d'entreprise ou équivalent, pays d'origine et, le cas échéant, adresse du site internet de l'émetteur.**

L'émetteur des instruments de placement est LOOKANDFIN FINANCE, une société anonyme de droit belge dont le siège social est établie allée de la Recherche, 12 à 1070 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0683.777.546 et inscrite à l'administration de la TVA sous le numéro 0683.777.546.

En sa qualité de véhicule de financement alternatif, LOOKANDFIN FINANCE ne dispose pas de site internet propre. En revanche, il est renvoyé vers le site de la plateforme de financement alternatif LOOKANDFIN à l'adresse [www.lookandfin.com](http://www.lookandfin.com).

#### **2° Description des activités de l'émetteur.**

LOOKANDFIN FINANCE est un véhicule de financement alternatif constitué par la société de droit belge LOOKANDFIN S.A. conformément aux articles 4, 7° et 28 de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du *crowdfunding*.

La seule activité de LOOKANDFIN FINANCE consiste à servir d'intermédiaire entre Prêteurs et Emprunteurs, à savoir d'emprunteur aux Prêteurs dans le cadre d'une Levée de fonds destinée à financer un Emprunteur pour ensuite prêter audit Emprunteur.

LOOKANDFIN FINANCE est la société filiale de LOOKANDFIN.

Les Candidats-Prêteurs désirant financer un Candidat-Emprunteur peuvent le faire en concluant avec LOOKANDFIN FINANCE un Contrat de prêt aux termes duquel le Candidat-Prêteur prête à LOOKANDFIN FINANCE le montant qu'il désire affecter au financement du Candidat-Emprunteur de son choix.

Lorsque l'Objectif de financement est atteint, un prêt est accordé par LOOKANDFIN FINANCE au Candidat-Emprunteur pour un montant égal à la totalité des montants récoltés par LOOKANDFIN FINANCE auprès des Prêteurs ayant souscrit à la Levée de fonds destinée à financer l'Emprunteur en question.

#### **3° Identité des personnes détenant plus de 5% du capital de LOOKANDFIN FINANCE et hauteur (en pourcentage du capital) des participations détenues par celles-ci.**

Le capital social de LOOKANDFIN FINANCE est détenu à 99 % par la plateforme de financement alternatif LOOKANDFIN.

#### **4° Concernant les opérations conclues entre LOOKANDFIN FINANCE et les personnes visées au 3° et/ou des personnes liées autres que des actionnaires :**

Indiquez la nature et le montant de toutes les opérations concernées qui — considérées isolément ou dans leur ensemble — sont importantes pour LOOKANDFIN FINANCE. Lorsque les opérations n'ont pas été conclues aux conditions du marché, expliquer pourquoi.

Dans le cas de prêts en cours, y compris des garanties de tout type, indiquer le montant de l'encours.

Par son existence et son activité, LOOKANDFIN FINANCE contribue au fonctionnement et à l'activité économique de LOOKANDFIN. Les services ainsi prestés sont donc facturés par LOOKANDFIN FINANCE à LOOKANDFIN.

Pour le reste, il n'existe pas d'opération avec LOOKANDFIN pouvant être qualifiée d'importante pour LOOKANDFIN FINANCE ni de prêt ou de garantie en cours.

Indiquez le montant ou le pourcentage pour lequel les opérations concernées entrent dans le chiffre d'affaires de l'emprunteur.

La seule source de revenu de LOOKANDFIN FINANCE lui vient des montants facturés à LOOKANDFIN pour les services prestés en sorte que ces revenus représentent 100 % du chiffre d'affaire de LOOKANDFIN FINANCE.

**5° Identité des membres de l'organe légal d'administration de l'emprunteur (mention des représentants permanents en cas d'administrateurs ou gérants personnes morales), des membres du comité de direction et des délégués à la gestion journalière.**

Les administrateurs de LOOKANDFIN FINANCE sont au nombre de trois et sont :

- LOOKANDFIN S.A. dont le siège social est établi allée de la Recherche, 12 à 1070 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0846.783.769 et inscrite à l'administration de la TVA sous le numéro 0846.783.769, représentée par son représentant permanent, Monsieur Frédéric LEVY MORELLE ;

- Monsieur Frédéric LEVY MORELLE,

- Monsieur Dominique WROBLEWSKI.

**6° Concernant l'intégralité du dernier exercice, le montant global de la rémunération des personnes visées au 4°, de même que le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucune rémunération n'a été payée au cours du dernier exercice par LOOKANDFIN FINANCE à LOOKANDFIN ni aucune somme n'a été provisionnée par LOOKANDFIN FINANCE aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

**7° Concernant les personnes visées au 4°, mention de toute condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucune condamnation n'a été encourue par LOOKANDFIN.

**8° Description des conflits d'intérêts entre l'émetteur et les personnes visées au 3° et au 5°, ou avec d'autres parties liées, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucun conflit d'intérêt n'est à signaler entre LOOKANDFIN FINANCE, d'une part, et ses administrateurs ou son actionnaire majoritaire LOOKANDFIN, d'autre part.

**9° Le cas échéant, identité du commissaire.**

Il n'existe pas de commissaire aux comptes désigné au sein de LOOKANDFIN FINANCE.

## **B. Informations financières concernant l'émetteur**

**1° Pour autant que l'émetteur ait déjà été en activité à ce moment, ses comptes annuels concernant les deux derniers exercices, audités le cas échéant conformément à l'article 13, §§ 1er ou 2, 1° de la loi du 11 juillet 2018 relative aux offres publiques d'instruments de placement.**

**Dans le cas où les comptes d'un ou des deux exercices n'ont pas été audités conformément à l'article 13, §§ 1er ou 2, 1° de la loi du 11 juillet 2018, la mention suivante : « Les présents comptes annuels n'ont pas été audités par un commissaire et n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante ».**

LOOKANDFIN FINANCE a été constituée le 26 octobre 2017 et son premier exercice comptable est un exercice long se terminant le 31 décembre 2018.

Il n'existe donc pas encore de comptes annuels approuvés par l'assemblée générale de la LOOKANDFIN FINANCE et publiés à la Centrale des bilans de la Banque Nationale de Belgique.

**2° Déclaration de l'émetteur attestant que, de son point de vue, son fonds de roulement net est suffisant au regard de ses obligations actuelles ou, dans la négative, expliquant comment il se propose d'apporter le complément nécessaire.**

Compte tenu du compartimentage des différentes levées de fonds au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE, la présente déclaration est sans objet pour les motifs exposés plus en détail au point 1 de la partie 1 de la présente note.

**3° Déclaration sur le niveau des capitaux propres et de l'endettement (qui distingue les dettes cautionnées ou non et les dettes garanties ou non) à une date ne remontant pas à plus de 90 jours avant la date d'établissement du document. L'endettement inclut aussi les dettes indirectes et les dettes éventuelles.**

Compte tenu du compartimentage des différentes levées de fonds au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE, la présente déclaration est sans objet pour les motifs exposés plus en détail au point 1 de la partie 1 de la présente note.

**4° Tout changement significatif de la situation financière ou commerciale survenu depuis la fin du dernier exercice auquel ont trait les comptes annuels visés au 1° ci-dessus, ou déclaration négative appropriée.**

Aucun changement significatif de la situation financière de LOOKANDFIN FINANCE n'est à signaler depuis sa constitution.

Pour les motifs exposés au n° 1 ci-dessus, il n'existe pas encore de de comptes annuels de LOOKANDFIN FINANCE dès lors que son premier exercice comptable s'achève le 31 décembre 2018.

## **C. Identité de LOOKANDFIN**

**1° Dénomination, siège social, forme juridique, numéro d'entreprise, pays d'origine et, le cas échéant, adresse du site internet.**

LOOKANDFIN est une société anonyme de droit belge dont le siège social est établi allée de la Recherche, 12 à 1070 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0846.783.769 et inscrite à l'administration de la TVA sous le numéro BE 0846.783.769.

L'adresse du site internet de LOOKANDFIN abritant la plateforme de financement alternatif est [www.lookandfin.com](http://www.lookandfin.com).

**2° Description des activités de LOOKANDFIN.**

LOOKANDFIN a pour activité la mise en présence, d'une part, de sociétés désireuses d'emprunter des fonds destinés à financer leur activité professionnelle et d'autre part, de personnes désireuses de réaliser un investissement sous la forme d'un prêt à intérêts.

A ce titre, LOOKANDFIN exerce l'activité de plateforme de financement alternatif pour laquelle elle est agréée par la FSMA conformément à la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding.

**3° Description des liens entre LOOKANDFIN FINANCE et LOOKANDFIN**

Le capital social de LOOKANDFIN FINANCE est détenu à 99 % par la plateforme de financement alternatif LOOKANDFIN.

Par ailleurs, LOOKANDFIN FINANCE contribue au fonctionnement et à l'activité économique de LOOKANDFIN. Les services ainsi prestés sont donc facturés par LOOKANDFIN FINANCE à LOOKANDFIN.

Ceci constitue la seule source de revenu de LOOKANDFIN FINANCE et représente 100 % de son chiffre d'affaire.

**4° Description des conflits d'intérêts entre LOOKANDFIN FINANCE et LOOKANDFIN, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucun conflit d'intérêt n'est à signaler entre LOOKANDFIN FINANCE, d'une part, et son actionnaire majoritaire LOOKANDFIN, d'autre part.

**D. Uniquement au cas où les instruments de placement offerts sont indexés sur un actif sous-jacent : description du sous-jacent**

**1° Description du lien entre l'instrument de placement émis par LOOKANDFIN FINANCE et le sous-jacent.**

Les instruments de placement émis par LOOKANDFIN FINANCE sont des contrats de prêt standardisés.

Le Candidat-Prêteur qui désire financer un Candidat-Emprunteur peut le faire en concluant avec LOOKANDFIN FINANCE un Contrat de prêt aux termes duquel le Candidat-Prêteur prête à LOOKANDFIN FINANCE le montant qu'il désire affecter au financement du Candidat-Emprunteur de son choix.

En vertu de l'article 28, § 1er, 5° de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding, chaque financement accordé par LOOKANDFIN FINANCE à un Emprunteur est logé dans un compartiment distinct au sein du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE et fait l'objet d'un traitement comptable distinct, la comptabilité de LOOKANDFIN FINANCE étant tenue par compartiment.

Ceci signifie que les créances détenues par LOOKANDFIN FINANCE contre un Emprunteur logées au sein d'un compartiment spécifique seront exclusivement affectées au remboursement des Prêteurs correspondants, à savoir les Prêteurs qui ont prêté dans le cadre de la Levée de fonds destinée à financer l'Emprunteur en question.

Il en résulte que le remboursement des Prêteurs par LOOKANDFIN FINANCE implique au préalable que cette dernière ait été remboursée par l'Emprunteur, en l'occurrence la société S.A.S MADVERTISE MEDIA.

En d'autres termes, l'obligation dans le chef de LOOKANDFIN FINANCE de rembourser le Contrat de prêt au Prêteur lors de ses différentes échéances mensuelles est affectée d'une condition suspensive.

Cette condition consiste dans le remboursement préalable par la société S.A.S MADVERTISE MEDIA, l'Emprunteur, à LOOKANDFIN FINANCE de son propre prêt lors de ses échéances mensuelles correspondantes.

Par conséquent, tant que la condition suspensive précitée n'est pas réalisée, l'obligation de rembourser le Contrat de prêt au Prêteur est suspendue dans le chef de LOOKANDFIN FINANCE.

Le droit au remboursement des Prêteurs à l'égard de LOOKANDFIN FINANCE dépend donc directement de la solvabilité de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA.

## **2° Description du sous-jacent**

Le sous-jacent est un instrument de placement consistant en un contrat de prêt obligataire donnant lieu à l'émission d'une obligation unique par la société S.A.S MADVERTISE MEDIA au profit de LOOKANDFIN FINANCE.

Le montant prêté en principal par LOOKANDFIN FINANCE à la société S.A.S MADVERTISE MEDIA est égal à la somme des montants prêtés en principal à LOOKANDFIN FINANCE par les différents Prêteurs ayant souscrit à la Levée de fonds destinée à financer la société S.A.S MADVERTISE MEDIA.

**3° Au cas où l'émetteur du sous-jacent des instruments de placement offerts est une entreprise, informations reprises aux points A et B concernant celle-ci.**

### **A. Identité de l'émetteur du sous-jacent, la société S.A.S MADVERTISE MEDIA**

**1° Dénomination de l'émetteur du sous-jacent, siège social, forme juridique, numéro d'entreprise ou équivalent, pays d'origine et, le cas échéant, adresse du site internet de l'émetteur.**

L'émetteur de l'obligation unique est la société S.A.S MADVERTISE MEDIA, une société par actions simplifiée de droit français société de droit français, dont le siège social est établi en France, 56 Rue de Billancourt à 92100 Boulogne Billancourt inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro SIREN 512.815.218;

L'adresse du site internet de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA est <http://madvertise.com/en/>

## **2° Description des activités de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA.**

S.A.S MADVERTISE MEDIA a pour activités la régie publicitaire mobile.

## **3° Identité des personnes détenant plus de 5% du capital de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA et hauteur (en pourcentage du capital) des participations détenues par celles-ci.**

Le capital social de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA est détenu à hauteur de 100% par la société Madvertise S.A société de droit français, dont le siège social est établi en France, 56 Rue de Billancourt à 92100 Boulogne Billancourt inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro SIREN 447.922.972;

## **4° Concernant les opérations conclues entre la société S.A.S MADVERTISE MEDIA et les personnes visées au 3° et/ou des personnes liées autres que des actionnaires :**

Indiquer la nature et le montant de toutes les opérations concernées qui — considérées isolément ou dans leur ensemble — sont importantes pour la société S.A.S MADVERTISE MEDIA. Lorsque les opérations n'ont pas été conclues aux conditions du marché, expliquer pourquoi. Dans le cas de prêts en cours, y compris des garanties de tout type, indiquer le montant de l'encours.

- Il n'existe aucune convention réglementée entre Madvertise SA et Madvertise Media SAS. Au 31/12/2017, Madvertise Media SAS dispose d'une créance à l'égard de Madvertise SA à concurrence de 1.249.000€.
- Madvertise SA refacture à sa filiale Madvertise Media SAS les charges qu'elle paie pour son compte pour des questions de centralisation et qu'elle refacture sans marge. Cela représente 3,5% de son chiffre d'affaires et correspond essentiellement à des loyers.
- Madvertise SA facture également à sa filiale Madvertise Media SAS des *managements fees* à hauteur de 2,5% de son CA qui correspondent aux prestations de support telles que : les tâches administratives (organisation des paiements, finance, legal) et la direction générale.

La S.A.S MADVERTISE MEDIA ne perçoit aucune rémunération de son actionnaire Madvertise SA.

## **5° Identité des membres de l'organe légal d'administration de l'emprunteur (mention des représentants permanents en cas d'administrateurs ou gérants personnes morales), des membres du comité de direction et des délégués à la gestion journalière.**

Le Président de S.A.S MADVERTISE MEDIA est la société MADVERTISE SA.

## **6° Concernant l'intégralité du dernier exercice, le montant global de la rémunération des personnes visées au 4°, de même que le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par la société S.A.S MADVERTISE MEDIA ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages, ou une déclaration négative appropriée.**



Le montant global de la rémunération payée par S.A.S MADVERTISE MEDIA à la société MADVERTISE SA au cours du dernier exercice s'élève à 6% du chiffre d'affaires de cette dernière. Aucune somme n'a été provisionnée par S.A.S MADVERTISE MEDIA aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

**7° Concernant les personnes visées au 4°, mention de toute condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucune condamnation, de quelque nature que ce soit, n'a été encourue par S.A.S MADVERTISE MEDIA.

**8° Description des conflits d'intérêts entre la société S.A.S MADVERTISE MEDIA et les personnes visées au 3° et au 5°, ou avec d'autres parties liées, ou une déclaration négative appropriée.**

Aucun conflit d'intérêt n'est à signaler entre S.A.S MADVERTISE MEDIA et son Président.

**9° Le cas échéant, identité du commissaire.**

Le commissaire aux comptes est la société CABINET ANCETTE ET ASSOCIES, sise à 24 rue Edouard Aynard, 69100 Villeurbanne, France.

## **B. Informations financières concernant la société S.A.S MADVERTISE MEDIA**

**1° Pour autant que la société S.A.S MADVERTISE MEDIA ait déjà été en activité à ce moment, ses comptes annuels concernant les deux derniers exercices, audités le cas échéant conformément à l'article 13, §§ 1er ou 2, 1° de la loi du 11 juillet 2018 relative aux offres publiques d'instruments de placement.**

Voir annexes

**2° Déclaration de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA attestant que, de son point de vue, son fonds de roulement net est suffisant au regard de ses obligations actuelles ou, dans la négative, expliquant comment il se propose d'apporter le complément nécessaire.**

S.A.S MADVERTISE MEDIA a sollicité un financement externe pour financer son besoin en fonds de roulement et réaliser des investissements.

**3° Déclaration sur le niveau des capitaux propres et de l'endettement (qui distingue les dettes cautionnées ou non et les dettes garanties ou non) à une date ne remontant pas à plus de 90 jours avant la date d'établissement du document. L'endettement inclut aussi les dettes indirectes et les dettes éventuelles.**

S.A.S MADVERTISE MEDIA déclare qu'au 30/06/2018 ses fonds propres s'établissent à 700.000 EUR et son endettement total à 6.400.000 EUR.

**4° Tout changement significatif de la situation financière ou commerciale survenu depuis la fin du dernier exercice auquel ont trait les comptes annuels visés au 1° ci-dessus, ou déclaration négative appropriée.**

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de S.A.S MADVERTISE MEDIA n'est à signaler depuis la fin du dernier exercice.

## **Partie III – Informations concernant l’offre des instruments de placement**

### **A. Description de l’Offre**

#### **1° Les conditions de l’Offre, le cas échéant, montant minimal de l’offre et montant minimal ou maximal de souscription par investisseur :**

- le montant total de l’Offre est de 500.000 EUR ;
- le montant minimal de Souscription par investisseur est de de 500 EUR. Toutefois, lorsqu’un client souscrit à sa première Levée de fonds, le montant minimal de Souscription est fixé à 100 EUR ;
- il n’y a pas de montant maximal de Souscription par investisseur étant entendu qu’un investisseur ne peut pas souscrire pour un montant supérieur à celui de l’Offre mentionné ci-dessus ;

#### **2° Le prix total des instruments de placement offerts :**

Le prix de l’instrument de placement dépend du montant de la Souscription à l’Offre pour chaque investisseur et, par voie de conséquence, du montant prêté par chacun.

#### **3° Calendrier de l’offre : date d’ouverture et de clôture de l’offre, date d’émission des instruments de placement :**

- période de Souscription : du **2 aout 2018** au **25 aout 2018**;
- condition suspensive n°1 de l’Offre : obtenir un montant total de Souscription de 400.000 EUR minimum ;
- date d’émission des instruments de placement : les instruments de placement sont émis par LOOKANDFIN FINANCE le jour où celle-ci libère les fonds prêtés au profit de l’Emprunteur conformément à l’article 3.2 des Conditions Générales d’Utilisation.

#### **4° Frais à charge de l’investisseur :**

Aucun frais n’est à charge des Prêteurs.

### **B. Raisons de l’Offre**

#### **1° Description de l’utilisation projetée des montants recueillis**

La société S.A.S MADVERTISE MEDIA a pour activités la régie publicitaire mobile. S.A.S MADVERTISE MEDIA déclare vouloir affecter les fonds empruntés (1) au financement d’investissements technologiques à hauteur de 400.000 EUR et (2) au financement de son besoin en fonds de roulement à concurrence de 100.000 EUR.

#### **2° Détails du financement de l’investissement ou du projet que l’offre vise à réaliser; caractère suffisant ou non du montant de l’offre pour la réalisation de l’investissement ou du projet considéré :**

S.A.S MADVERTISE MEDIA déclare vouloir affecter les fonds empruntés (1) au financement d'investissements technologiques à hauteur de 400.000 EUR et (2) au financement de son besoin en fonds de roulement à concurrence de 100.000 EUR.

**3° le cas échéant, autres sources de financement pour la réalisation de l'investissement ou du projet considéré :**

Néant

**Partie IV – Informations concernant les instruments de placement offerts**

A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

**1° Nature et catégorie des instruments de placement :**

Contrats de prêt standardisés

**2° Devise, dénomination et, le cas échéant, valeur nominale :**

Euros, contrat de prêt standardisé dont la valeur nominale est égale au montant de la Souscription du Prêteur.

**3° Date d'échéance et, le cas échéant, modalités de remboursement :**

- la dernière mensualité sera versée 48 mois après la date de mise à disposition des fonds à S.A.S MADVERTISE MEDIA;
- modalités de remboursement : remboursements mensuels par LOOKANDFIN FINANCE conformément au tableau d'amortissement disponible lors de la Souscription à l'Offre sur la plateforme. Chaque mensualité comprend une part de capital et d'intérêts pendant toute la durée du prêt.

**4° Rang des instruments de placement dans la structure de capital de LOOKANDFIN FINANCE en cas d'insolvabilité :**

En raison du compartimentage du patrimoine de LOOKANDFIN FINANCE, les dettes de LOOKANDFIN FINANCE envers les Prêteurs ayant souscrits à des Levées de fonds différentes n'ont pas de rang les unes par rapport aux autres.

Dans l'hypothèse où LOOKANDFIN FINANCE est déliée de son obligation de remboursement envers les Prêteurs quant à une Levée de fonds en raison du défaut de remboursement en amont dans le chef de l'Emprunteur, les Prêteurs n'auront de droit qu'à l'égard du compartiment se rapportant à la Levée de fonds à laquelle ils ont souscrits.

**5° Eventuelles restrictions au libre transfert des instruments de placement :**

Il n'existe pas de restriction au libre transfert des instruments de placement, ceux-ci étant librement cessibles selon les règles du droit civil.

**6° Le cas échéant, taux d'intérêt annuel et, le cas échéant, mode de détermination du taux d'intérêt applicable au cas où le taux d'intérêt n'est pas fixe :**

Le taux d'intérêt annuel est fixe. Il s'agit d'un taux brut de 7,5 % l'an.

### **8° Dates de paiement de l'intérêt :**

Les dates de paiement des intérêts sont identiques aux dates de remboursement des mensualités par LOOKANDFIN FINANCE conformément au tableau d'amortissement. Elles correspondent à la date d'anniversaire de libération des fonds par LOOKANDFIN FINANCE au profit de l'Emprunteur étant entendu que le remboursement de la première mensualité interviendra un mois après cette libération.

Chaque mensualité comprend une part de capital et d'intérêts pendant toute la durée du prêt.

### **B. Uniquement au cas où une garantie est octroyée par un tiers concernant les instruments de placement : description du garant et de la garantie :**

Il n'existe pas de garantie pour cette Offre.

Annexes : Comptes annuels de la société S.A.S MADVERTISE MEDIA pour ses deux derniers exercices comptables.

# **MADVERTISE MEDIA**

56 rue de Billancourt

92100 Boulogne Billancourt

## ***BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT***

Présenté en Euros

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé						
	(0)					
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	701 544	406 240	295 304	4,01	330 649	3,35
Fonds commercial	451 191		451 191	6,13	451 191	4,57
Autres immobilisations incorporelles	31 599	25 280	6 319	0,09	18 959	0,19
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	14 574	13 782	792	0,01	1 290	0,01
Immobilisations en cours	26 373		26 373	0,36	11 662	0,12
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	100 470		100 470	1,36	188 461	1,91
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 325 752</b>	<b>445 302</b>	<b>880 450</b>	11,96	<b>1 002 212</b>	10,15
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	263		263	0,00	263	0,00
Clients et comptes rattachés	4 599 144	332 299	4 266 844	57,94	5 427 356	54,99
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	260		260	0,00		
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	688 419		688 419	9,35	848 428	8,60
. Autres	1 468 602		1 468 602	19,94	2 487 946	25,21
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement					38 170	0,39
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	41 096		41 096	0,56	14 050	0,14
Charges constatées d'avance	83		83	0,00	480	0,00
<b>TOTAL (II)</b>	<b>6 797 867</b>	<b>332 299</b>	<b>6 465 567</b>	87,80	<b>8 816 692</b>	89,32
Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III)					
Primes de remboursement des obligations	(IV)					
Ecarts de conversion actif	(V)	18 276	18 276	0,25	51 527	0,52
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>8 141 894</b>	<b>777 601</b>	<b>7 364 293</b>	100,00	<b>9 870 432</b>	100,00

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social ou individuel ( dont versé : 50 000 )	50 000 0,68	36 771 0,37
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	404 209 5,49	177 229 1,80
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	3 677 0,05	3 677 0,04
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-255 432 -3,46	-339 179 -3,43
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>442 164 6,00</b>	<b>83 747 0,85</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>644 618 8,75</b>	<b>-37 755 -0,37</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	18 276 0,25	51 527 0,52
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>18 276 0,25</b>	<b>51 527 0,52</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts		
. Découverts, concours bancaires	148 715 2,02	68 156 0,69
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers		
. Associés		
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	3 518 0,05	3 518 0,04
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 976 416 67,57	6 824 348 69,14
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	86 922 1,18	44 160 0,45
. Organismes sociaux	84 359 1,15	46 333 0,47
. Etat, impôts sur les bénéficiaires		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	380 693 5,17	902 248 9,14
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	26 034 0,35	29 829 0,30
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 800 0,02	1 000 0,01
Autres dettes	988 442 13,42	1 887 167 19,12
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 500 0,06	49 900 0,51
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>6 701 399 91,00</b>	<b>9 856 659 99,86</b>
Ecart de conversion passif	(V)	
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>7 364 293 100,00</b>	<b>9 870 432 100,00</b>

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	7 615 260	35 605	7 650 865	100,00	9 354 504	100,00	-1 703 639	-18,20
<b>Chiffres d'Affaires Nets</b>	<b>7 615 260</b>	<b>35 605</b>	<b>7 650 865</b>	<b>100,00</b>	<b>9 354 504</b>	<b>100,00</b>	<b>-1 703 639</b>	<b>-18,20</b>
Production stockée								
Production immobilisée			75 673	0,99			75 673	N/S
Subventions d'exploitation			5 106	0,07	1 194	0,01	3 912	327,64
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges								
Autres produits			2 090	0,03	1 896	0,02	194	10,23
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>7 733 734</b>	<b>101,08</b>	<b>9 357 594</b>	<b>100,03</b>	<b>-1 623 860</b>	<b>-17,34</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			5 739 572	75,02	7 477 857	79,94	-1 738 285	-23,24
Impôts, taxes et versements assimilés			45 580	0,60	56 873	0,61	-11 293	-19,85
Salaires et traitements			808 377	10,57	702 899	7,51	105 478	15,01
Charges sociales			304 489	3,98	267 313	2,86	37 176	13,91
Dotations aux amortissements sur immobilisations			218 261	2,85	127 999	1,37	90 262	70,52
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant			66 633	0,87	192 509	2,06	-125 876	-65,38
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			3 018	0,04	1 906	0,02	1 112	58,34
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>7 185 928</b>	<b>93,92</b>	<b>8 827 356</b>	<b>94,36</b>	<b>-1 641 428</b>	<b>-18,58</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>547 806</b>	<b>7,16</b>	<b>530 238</b>	<b>5,67</b>	<b>17 568</b>	<b>3,31</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances					17	0,00	-17	-100,00
Autres intérêts et produits assimilés			13 955	0,18	22 412	0,24	-8 457	-37,72
Reprises sur provisions et transferts de charges			76 905	1,01			76 905	N/S
Différences positives de change			247	0,00	486	0,01	-239	-49,17
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			63	0,00			63	N/S
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>91 170</b>	<b>1,19</b>	<b>22 915</b>	<b>0,24</b>	<b>68 255</b>	<b>297,86</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			43 654	0,57	51 527	0,55	-7 873	-15,27
Intérêts et charges assimilés			18 422	0,24	22 387	0,24	-3 965	-17,70
Différences négatives de change			5 023	0,07	7 548	0,08	-2 525	-33,44
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>67 100</b>	<b>0,88</b>	<b>81 461</b>	<b>0,87</b>	<b>-14 361</b>	<b>-17,62</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>24 070</b>	<b>0,31</b>	<b>-58 546</b>	<b>-0,62</b>	<b>82 616</b>	<b>141,11</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>571 876</b>	<b>7,47</b>	<b>471 692</b>	<b>5,04</b>	<b>100 184</b>	<b>21,24</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )

Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
---	---	-----------------------------------	---

Produits exceptionnels sur opérations de gestion  
Produits exceptionnels sur opérations en capital  
Reprises sur provisions et transferts de charges

**Total des produits exceptionnels (VII)**

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	129 712	1,70	387 945	4,15	-258 233	-66,55
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						

<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>129 712</b>	<b>1,70</b>	<b>387 945</b>	<b>4,15</b>	<b>-258 233</b>	<b>-66,55</b>
---	----------------	-------------	----------------	-------------	-----------------	---------------

<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-129 712</b>	<b>-1,69</b>	<b>-387 945</b>	<b>-4,14</b>	<b>258 233</b>	<b>66,56</b>
---	-----------------	--------------	-----------------	--------------	----------------	--------------

Participation des salariés (IX)  
Impôts sur les bénéfices (X)

<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>7 824 904</b>	<b>102,27</b>	<b>9 380 510</b>	<b>100,28</b>	<b>-1 555 606</b>	<b>-16,57</b>
---	------------------	---------------	------------------	---------------	-------------------	---------------

<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>7 382 740</b>	<b>96,50</b>	<b>9 296 762</b>	<b>99,38</b>	<b>-1 914 022</b>	<b>-20,58</b>
---	------------------	--------------	------------------	--------------	-------------------	---------------

<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>442 164</b>	<b>5,78</b>	<b>83 747</b>	<b>0,90</b>	<b>358 417</b>	<b>427,98</b>
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			

Dont Crédit-bail mobilier	36 284	0,47	25 093	0,27	11 191	44,60
Dont Crédit-bail immobilier						

## **Annexes**

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 7 364 293,41 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 442 163,93 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

## **SOMMAIRE**

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net

### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et méthodes comptables françaises suivant les prescriptions du règlement de l'ANC n°2016-7 du 26 décembre 2016, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	<b>1 à 3 ans</b>
Brevets	<b>1 à 3 ans</b>
Matériel de bureau et informatique	<b>3 à 5 ans</b>

### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

### **STOCKS**

Néant.

## **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **OPERATIONS EN DEVISES**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

## **COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE**

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels.

La comptabilisation du CICE peut être réalisée par les options suivantes :

- une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),
- une des autres solutions envisagées (en diminution de l'impôt ou en produit d'exploitation).

La société a choisi de comptabiliser la provision CICE estimée au 31 décembre 2017 en diminution des charges de personnel. L'impact de cette prise en compte sur les états financiers est de 18 014 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts de prospection de nouveaux marchés à 100%.

## **Changements de méthode**

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016 ;
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

## **Informations complémentaires pour donner une image fidèle**

En date du 29 juin 2017 la société a modifié sa dénomination sociale pour devenir MADVERTISE MEDIA.

Depuis le 1er janvier 2012, la société est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale de la société MADVERTISE dont le siège social est situé 56 rue de Billancourt - 92100 Boulogne Billancourt.

Les modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe sont celles retenues par l'administration fiscale, à savoir :

- La charge d'impôt dans la filiale est celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale,
- La société mère enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Les autres informations présentées sous forme de tableaux ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

### Etat des immobilisations

	Valeur brute des Immobilisations au début d'exercice	Augmentations			
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst		
Frais d'établissement, recherche et développement					
Autres immobilisations incorporelles	1 014 556		169 779		
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres installations, agencements, aménagements					
Matériel de transport	85				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	14 574				
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	11 662		184 489		
Avances et acomptes					
<b>TOTAL</b>	<b>26 321</b>	<b>-</b>	<b>184 489</b>		
Participations évaluées par équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	188 461				
<b>TOTAL</b>	<b>188 461</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 229 338</b>	<b>-</b>	<b>354 268</b>		
		Diminutions			
		Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS	Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
Frais d'établissement, recherche et développement					
Autres immobilisations incorporelles				1 184 334	
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres installations, agencements, aménagements					
Matériel de transport			85		
Matériel de bureau, informatique, mobilier				14 574	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	169 779			26 373	
Avances et acomptes					
<b>TOTAL</b>	<b>169 779</b>	<b>85</b>	<b>40 947</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Participations évaluées par équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières		87 991		100 470	
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>87 991</b>	<b>100 470</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>169 779</b>	<b>88 076</b>	<b>1 325 751</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Éléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	213 756	217 764		431 520
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	85		85	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	13 284	497		13 781
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>13 370</b>	<b>497</b>	<b>85</b>	<b>13 781</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>227 125</b>	<b>218 261</b>	<b>85</b>	<b>445 301</b>

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	217 764				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	497				
Emballages récupérables et divers					
<b>TOTAL</b>	<b>497</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>218 261</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				



### Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>	-	-	-	-
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	51 527	43 654	76 905	18 276
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>51 527</b>	<b>43 654</b>	<b>76 905</b>	<b>18 276</b>
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	265 666	66 633		332 299
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>265 666</b>	<b>66 633</b>	-	<b>332 299</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>317 193</b>	<b>110 287</b>	<b>76 905</b>	<b>350 575</b>
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		66 633 43 654	76 905	

### Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			100 470
Autres immobilisations financières	100 470		
Clients douteux ou litigieux	353 719	353 719	
Autres créances clients	4 245 425	4 245 425	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	260	260	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfiques			
- T.V.A	688 419	688 419	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	20 799	20 799	
Groupe et associés	1 248 730	1 248 730	
Débiteurs divers	199 072	199 072	
Charges constatées d'avance	83	83	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 856 977</b>	<b>6 756 507</b>	<b>100 470</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	148 715	148 715		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 976 416	4 976 416		
Avances et acomptes reçus sur cde en cours	3 518	3 518		
Personnel et comptes rattachés	86 922	86 922		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 359	84 359		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfiques				
- T.V.A	380 693	380 693		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	26 034	26 034		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 800	1 800		
Groupe et associés				
Autres dettes	988 442	988 442		
Produits constatés d'avance	4 500	4 500		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 701 399</b>	<b>6 701 399</b>	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

**Éléments relevant de plusieurs postes du bilan**

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	633 120		
Autres créances	1 248 730		
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	757 542		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 800		
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			